

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSC/W/3

4 octobre 1996

(96-4019)

## Comité des engagements spécifiques

### LISTES D'ENGAGEMENTS ET LISTES D'EXEMPTIONS DE L'OBLIGATION NPF: INTRODUCTION D'UN SYSTEME SUR FEUILLETS MOBILES ET UTILISATION DE MODES DE PRESENTATION ELECTRONIQUES - QUESTIONS A EXAMINER

#### Note du Secrétariat

1. A la première réunion du Comité des engagements spécifiques, le Secrétariat a été invité à établir un document sur les questions pertinentes relatives à l'introduction d'un système sur feuillets mobiles pour les listes d'engagements spécifiques et les listes d'exemptions de l'obligation NPF. Il a aussi été invité à examiner la situation actuelle et les possibilités futures en ce qui concerne la distribution électronique des listes. La présente note, qui vise à fournir aux Membres des renseignements sur ces deux points, porte sur la manière de faciliter la manipulation des listes d'engagements et des listes d'exemptions de l'obligation NPF.

1. Introduction d'un système sur feuillets mobiles pour les listes d'engagements concernant les services

2. Les listes d'engagements spécifiques et les listes d'exemptions de l'obligation NPF, qui représentent actuellement environ 2 800 pages, prennent déjà beaucoup de place et leur volume ne cesse de s'accroître. Qui plus est, les listes d'engagements concernant les services apparaissent, et continueront d'apparaître, dans différentes publications. En bref, la situation actuelle et à court terme est la suivante:

- La plupart des listes d'engagements et des listes d'exemptions de l'obligation NPF sont publiées dans cinq volumes (28 à 30, 32 et 34) de la série *instruments juridiques du Cycle d'Uruguay* et dans les *deuxième et troisième Protocoles annexés à l'AGCS* (qui contenaient les listes révisées d'engagements concernant les services financiers et le mouvement des personnes physiques présentées à la suite de l'achèvement des négociations en 1995).
- Les listes d'engagements présentées par les nouveaux Membres, tels que la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Mongolie, sont publiées dans les *Protocoles d'accession* correspondants.
- A la suite des négociations sectorielles récentes et en cours, un nombre considérable d'engagements nouveaux ou améliorés sont susceptibles d'être inscrits dans les listes des Membres puis publiés: c'est le cas de certains engagements souscrits dans le cadre des négociations sur les services de transport maritime, qui ont été suspendues en 1996; de plus, en 1997, de nombreux autres engagements devraient être pris et des engagements existants devraient être révisés par suite des négociations sur les télécommunications de base et les services financiers.

- S'agissant des engagements qui sont entrés en vigueur en 1995, il sera possible de les modifier ou de les retirer des listes à compter de 1998, conformément aux procédures de négociation au titre de l'article XXI (qui ne sont pas encore convenues).
- Enfin, les Membres sont, bien entendu, libres d'inscrire à tout moment des engagements nouveaux ou améliorés dans leurs listes, ou de supprimer unilatéralement des exemptions à l'obligation NPF.

3. Etant donné que les engagements figurent dans de multiples documents, et que certains ont été révisés ou complétés depuis leur entrée en vigueur, des éléments du système existant pour la publication des engagements concernant les services sont déjà dépassés. Déterminer la situation d'un engagement donné, pour les services financiers ou le mouvement des personnes par exemple, peut demander beaucoup de temps et d'efforts. C'est la principale raison pour laquelle les Membres se sont montrés intéressés par l'introduction d'un système sur feuillets mobiles qui faciliterait l'intégration des engagements nouveaux ou améliorés ainsi que le traitement des modifications ou des rectifications qui pourraient être apportées. L'avantage d'un tel système est qu'il peut être mis à jour chaque fois que des engagements sont rectifiés, modifiés, retirés ou que des engagements nouveaux sont souscrits.

4. A cet égard, il se pourrait que les Membres souhaitent prendre note de ce qui se passe dans le cas des marchandises. En 1980, à la suite du Tokyo Round, les PARTIES CONTRACTANTES du GATT ont adopté une proposition du Directeur général concernant l'introduction d'un système sur feuillets mobiles pour les listes de concessions tarifaires.<sup>1</sup> Il était clair que le système alors appliqué était dépassé, étant donné que les concessions tarifaires en vigueur étaient reproduites dans plus de 40 instruments juridiques, ce qui obligeait souvent à effectuer des recherches considérables dans les documents pour voir ce qu'il en était d'une concession donnée. Le système sur feuillets mobiles a depuis lors subi un certain nombre de modifications, en particulier la mise en application, par l'Organisation mondiale des douanes, de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, et ses modifications ultérieures. Actuellement, les membres du Comité de l'accès aux marchés examinent un projet de décision sur l'*établissement des listes de concessions tarifaires codifiées sur feuillets mobiles*<sup>2</sup> afin d'en faire des instruments contraignants, remplaçant toutes les listes précédentes et contenant tous les renseignements nécessaires afin de refléter la situation exacte pour chaque concession tarifaire.

5. Par conséquent, pour ce qui est des marchandises, le système sur feuillets mobiles se transforme progressivement en listes codifiées, l'idée étant de remplacer toutes les listes précédentes pour toutes les fins se rapportant aux droits et obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC (sauf en ce qui concerne les droits de négociateur primitif). S'agissant des services, la question est de savoir si les Membres souhaitent établir un système codifié comparable pour les listes d'engagements et les listes d'exemptions de l'obligation NPF. Avant d'introduire un système sur feuillets mobiles, les Membres devraient examiner un certain nombre de questions fondamentales (outre les questions de procédure et de coût qui ne sont pas traitées dans le présent document):

- La question-clé concerne probablement le statut du système sur feuillets mobiles: devrait-il remplacer ou compléter le système existant de publication des engagements dans des volumes séparés? Si la version sur feuillets mobiles était complémentaire (c'est-à-dire utilisée principalement à des fins d'information) et n'avait pas de caractère juridique, les Membres n'en tireraient pas tous les avantages possibles, étant donné qu'ils devraient malgré tout se reporter à un nombre important (et croissant) de volumes publiés pour s'assurer du statut juridique d'un engagement donné concernant les services.

---

<sup>1</sup>IBDD, S27/23.

<sup>2</sup>Voir le document G/MA/TAR/W/6 du 11 juin 1996.

- Si les Membres décidaient de remplacer le système existant par des listes d'engagements et des listes d'exemptions de l'obligation NPF sur feuillets mobiles, ils créeraient en fait des listes codifiées, intégrant les engagements souscrits dans le cadre du Cycle d'Uruguay et tous les engagements souscrits ultérieurement. Le système de listes sur feuillets mobiles remplacerait donc toutes les listes précédentes.
- En vue de garantir la transparence maximale du système sur feuillets mobiles, faudrait-il prévoir, dans le mode de présentation des listes, d'indiquer la date applicable à chaque engagement, notamment aux fins des procédures au titre de l'article XXI?
- Si les Membres estiment que l'introduction d'un système sur feuillets mobiles est souhaitable, quand ce système devrait-il être mis en place? Pourraient-ils envisager, par exemple, d'engager le prochain cycle de libéralisation avec tous leurs engagements inscrits sur des listes sur feuillets mobiles?

## 2. Modes de présentation électroniques

6. Actuellement, les listes d'engagements et les listes d'exemptions de l'obligation NPF des Membres sont accessibles en ligne sur le réseau de l'OMC et existent également sur disquettes sous la forme de fichiers WordPerfect 5.1. Le principal problème avec le système électronique actuel tient au fait qu'il n'existe pas de fonction de recherche efficace et que l'extraction des renseignements figurant dans les fichiers doit se faire manuellement, ce qui prend beaucoup de temps. Les renseignements figurant dans les fichiers ne peuvent être extraits que sous une forme, à savoir par pays, et ne se prêtent pas à une analyse complexe. Les Membres du Conseil du commerce des services ont été informés des efforts faits par le Secrétariat pour améliorer la situation à la réunion du 4 octobre 1995 (voir le document S/C/M/6).

7. Le Secrétariat a deux initiatives en cours, qui visent à faciliter l'accès aux renseignements stockés sur ordinateur par le biais d'une fonction de recherche et, donc, à permettre une analyse plus complexe (par exemple, organisation des renseignements par secteur, sous-secteur ou mode de fourniture).

- Premièrement, un CD-ROM multilingue contenant les résultats du Cycle d'Uruguay est sur le point d'être achevé. Ce CD-ROM, qui représente plus de 26 000 pages de texte imprimé, contiendra l'ensemble des listes d'engagements et des listes d'exemptions de l'obligation NPF (ainsi que les listes concernant les marchandises et tous les textes juridiques) et permettra une recherche dans tous les textes, un accès rapide aux renseignements et des comparaisons par pays et par secteur.
- Deuxièmement, une base de données informatisée concernant les services est actuellement élaborée par la Division du commerce des services afin de permettre une extraction des données et une analyse non seulement par pays mais également par secteur ou activité, mode de fourniture et type de mesure. Lorsqu'elle sera opérationnelle, cette base de données sera accessible, par le réseau de l'OMC, dans un premier temps, à toutes les délégations et au reste du Secrétariat.

8. Les projets en cours portent sur une recherche plus efficace des renseignements existants. A plus long terme, toutefois, il se peut que les Membres veuillent voir comment l'informatisation pourrait faciliter et améliorer l'inscription future des engagements dans les listes des Membres et peut-être leur vérification. Cela signifierait peut-être qu'il faudrait passer du système actuel consistant pour les Membres à établir leurs listes au moyen d'un logiciel WordPerfect à un système basé sur un mode de présentation type des listes utilisant, par exemple, une application informatique que le Secrétariat de l'OMC pourrait élaborer spécialement à cette fin et mettre à la disposition des Membres.